

La COVID-19 et ses menaces sur les moyens de subsistance des ménages ruraux vulnérables au Sahel

Les moyens de subsistance des ménages ruraux vulnérables dans des environnements fragiles tels que le Niger et l'ensemble du Sahel ont été fortement affectés par les circonstances sans précédent liées à la pandémie de COVID-19. Nous devons tirer les leçons de la défaillance des mécanismes de résilience traditionnels et mettre au point de nouvelles interventions pour renforcer la résilience aujourd'hui et à l'avenir. L'adoption par les parties prenantes d'une approche holistique et coordonnée pourrait contribuer à élaborer des solutions permettant aux ménages ruraux vulnérables d'échapper au cycle récurrent de l'aide alimentaire d'urgence et d'améliorer considérablement leur résistance aux chocs futurs.

Prenons l'exemple de Zeinabou, Yanoussa, et de leurs huit enfants, qui vivent dans un village de la région de Tahoua au Niger. Ils font partie des ménages ruraux vulnérables du pays qui sont confrontés à une insécurité alimentaire récurrente. La famille cultive une parcelle de terre pour produire le mil et le sorgho dont elle a besoin pour se nourrir tout au long de l'année. Zeinabou utilise une autre petite parcelle pour mener une petite activité génératrice de revenus : la transformation artisanale d'arachides en huile pendant la saison sèche.

Mais cela ne suffit pas. Chaque année après la récolte, en décembre ou janvier, Yanoussa migre vers la capitale, Niamey, pour gagner de l'argent afin de subvenir aux besoins de la famille. Pendant six mois, il vend des bidons d'eau aux ménages pauvres de la ville qui ne peuvent pas s'offrir un abonnement auprès de la compagnie nationale des eaux. Il subvient à ses besoins grâce à ces maigres revenus et peut envoyer 10 dollars par mois à sa famille au village. C'était jusqu'à ce que la COVID-19 et ses ramifications arrivent au Niger. Le commerce de l'eau de Yanoussa s'est tari du jour au lendemain, et il n'est donc plus en mesure d'envoyer des fonds à sa famille. La pandémie a bouleversé leurs fragiles moyens de subsistance.

Zeinabou et Yanoussa faisaient déjà face au défi de l'insécurité alimentaire avant même l'arrivée de la COVID-19. Les ménages ruraux vulnérables comme le leur ont développé des stratégies de subsistance diversifiées qui combinent souvent la production agricole et l'élevage, une migration saisonnière et d'autres outils et mécanismes d'adaptation. Malgré ces stratégies, leur famille et des millions d'autres ménages ruraux vulnérables à travers le Sahel sont en difficulté aujourd'hui face aux fortes répercussions économiques de la pandémie.

L'insécurité alimentaire chronique menace les moyens de subsistance des plus vulnérables au Sahel

S'étendant de la Mauritanie à l'ouest à l'Érythrée à l'est, le Sahel comprend 13 pays.¹ La Banque mondiale considère que neuf de ces pays sont en situation de fragilité et de conflit.² Les populations du Sahel sont confrontées à une insécurité alimentaire chronique en raison de risques climatiques cycliques tels que les sécheresses et les inondations. Dans certains cas, ces risques sont exacerbés par des conflits armés. Tous ces facteurs perturbent les moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables, en particulier les ménages pratiquant une agriculture de subsistance.³ Le Niger, au centre du Sahel, est pleinement confronté aux défis de cette région. Les expériences des ménages les plus vulnérables du Niger illustrent les luttes communes pour les moyens de subsistance à travers tout le Sahel (Chauzal 2020).

Une enquête nationale sur l'insécurité alimentaire réalisée au Niger en 2018 a révélé que 41 % des ménages ruraux étaient considérés comme étant en insécurité alimentaire structurelle.⁴ En décembre 2019, les autorités nationales nigériennes ont estimé que plus de 2 millions de Nigériens pourraient être frappés par la famine en 2020 (Coulibaly 2019).

Quatre mois seulement après cette estimation, la pandémie de COVID-19 a frappé et les estimations du nombre de personnes vulnérables à la famine sont passées de 2 millions à 5,6 millions (Gouvernement du Niger 2020), soit 23 % de la population totale du pays et plus de 78 % de sa population rurale. Le Niger illustre à quel point les populations du Sahel sont vulnérables aux crises comme la pandémie de COVID-19. Le Réseau de prévention des crises alimentaires estime que 15 millions de personnes dans les seuls pays d'Afrique occidentale et centrale du Sahel seront confrontées à de graves pénuries alimentaires liées à la pandémie pendant la période de soudure de juillet et août.⁵

1 Les 13 pays du Sahel sont le Burkina Faso (au nord), le Cameroun (à l'extrême nord), le Tchad (au centre), le Mali, la Mauritanie (au sud), le Niger, le Nigeria (à l'extrême nord), le Sénégal, le Soudan (au centre, en particulier le Darfour et le Kordofan), et Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie et la Somalie dans la Corne de l'Afrique. Cabo Verde est parfois inclus.

2 « FY20 List of Fragile and Conflict-affected Situations », Banque mondiale, 2020, <http://pubdocs.worldbank.org/en/179011582771134576/FCS-FY20.pdf>.

3 « The Sahel Crisis », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, <http://www.fao.org/emergencies/crisis/sahel/intro/en/>. Voir également Anderson et al. (2019).

4 « Enquête Conjointe Sur La Vulnérabilité à L'insécurité Alimentaire Des Ménages Au Niger », <https://reca-niger.org/IMG/pdf/-25.pdf>.

5 « Crise alimentaire et nutritionnelle 2020 », Réseau de prévention des crises alimentaires, <http://www.food-security.net/en/topic/food-and-nutrition-crisis-2020/>.

La pandémie met à rude épreuve les moyens de subsistance des populations rurales pauvres à de nombreux niveaux

Les premiers cas de COVID-19 ont été confirmés au Niger le 19 mars 2020. Cela a conduit les autorités nationales à promulguer une série de mesures pour protéger la population contre la propagation du virus. Comme dans de nombreux pays africains, ces mesures comprenaient la fermeture des écoles, l'instauration d'un couvre-feu, la restriction des mouvements entre la capitale et le reste du pays, et la fermeture des frontières. Ces mesures étaient destinées à protéger la santé publique, mais elles ont eu un impact économique direct et dévastateur sans précédent sur les moyens de subsistance, en particulier pour les segments les plus vulnérables dans les zones rurales.

LES DÉFIS À RELEVER POUR RÉPONDRE AUX BESOINS FINANCIERS

Le rôle limité des services financiers formels. Pour ces ménages nigériens, les services financiers formels ne seraient pas d'une grande aide immédiate car le Niger a un faible taux d'inclusion financière. Seuls 16 % des adultes possédaient un compte financier formel en 2017. La plupart des segments de population ruraux vulnérables sont exclus des services financiers formels et ne peuvent pas compter sur ces derniers dans la situation actuelle.⁶

Les groupes d'épargne sous pression ou suspendus. Les groupes d'épargne sont bien établis parmi les femmes au Niger, comme dans d'autres pays du Sahel. Mais même ce mécanisme financier local établi de longue date a été profondément touché par la pandémie, et il sera difficile de continuer à faire fonctionner les groupes d'épargne. Les mesures de distanciation sociale rendent difficile la tenue de réunions régulières pour collecter l'épargne, décaisser les prêts et effectuer les remboursements. Le plus grand défi pour ces groupes est que leurs membres auront des difficultés à rembourser ce qu'ils doivent en respectant les montants et les délais convenus. Il leur sera aussi difficile d'épargner au même niveau et à la même fréquence d'avant la pandémie. Certains groupes d'épargne suspendent leurs activités pendant la période de soudure annuelle parce que leurs membres n'ont généralement pas de revenus à ce moment-là. Sans remboursement des prêts et sans épargne, les groupes d'épargne ne pourront pas fonctionner, laissant les femmes sans même ces services financiers informels.

LES AUTRES STRATÉGIES DE RÉSILIENCE SOUS PRESSION

Les ménages ruraux vulnérables peuvent également miser sur d'autres stratégies et mécanismes de résilience. Pendant la saison sèche et la période de soudure entre les récoltes, des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance comme les envois de fonds des migrants, les banques céréalières, les systèmes de warrantage (également

6 Selon la base de données Global Findex de la Banque mondiale, parmi les pays du Sahel central, le plus fort taux de détention de comptes en zone rurale est de 40 % au Burkina Faso et le plus faible de 15 % au Niger. La détention de comptes est principalement influencée par la disponibilité de comptes de mobile money. Le pourcentage de détention de comptes dans les autres pays du Sahel est de 21 % au Tchad, 31 % au Mali, 33 % au Nigeria et 39 % au Sénégal (Demircuc-Kunt et al. 2018).

appelés systèmes de récépissés d'entrepôt), le bétail et les prêteurs, leur permettent de faire face à leurs besoins, y compris en termes d'accès à la nourriture. Au Burkina Faso, par exemple, une étude portant sur 116 ménages vulnérables dans 10 villages a montré qu'en cas de choc, les mécanismes d'adaptation les plus courants utilisés par les ménages comprenaient l'épargne personnelle, la réduction de la consommation alimentaire et la vente de céréales et de bétail (Gash et Gray 2016). Cependant, l'ampleur de la pandémie de COVID-19 a également mis ces approches à rude épreuve.

Réduction ou arrêt des envois de fonds des migrants à leur famille. Avant la pandémie, pendant la basse saison, les hommes issus de ménages ruraux vulnérables, comme Yanoussa, migraient vers la capitale ou vers les pays voisins comme le Bénin et le Nigeria pour occuper des emplois temporaires en tant qu'ouvriers. Les hommes revenaient avant le début de la saison des pluies en juin et se préparaient pour la saison des plantations.

La pandémie a perturbé cette stratégie. Lorsqu'elle a commencé, certains travailleurs migrants sont rentrés chez eux plus tôt que d'habitude parce qu'ils avaient perdu leur emploi ou voulaient être avec leur famille pendant la crise. D'autres ne sont pas rentrés avant la fermeture des frontières du pays, accentuant l'impact économique sur leur famille. Ces hommes ne peuvent plus envoyer d'argent à leur famille ou ils en envoient moins. Les activités informelles à Niamey ou dans leur pays d'accueil sont également limitées par la pandémie, et ils gagnent donc beaucoup moins que d'habitude.

Les ménages qui ont recours à la migration comme stratégie d'adaptation essentielle pendant la basse saison recevront beaucoup moins d'argent que ce qu'ils avaient prévu pendant trois ou quatre mois - ou ils ne recevront peut-être pas d'argent du tout.

Le revenu net quotidien moyen de Yanoussa, par exemple, était de 1,10 dollar en mars, mais il lutte maintenant pour gagner en moyenne 0,50 dollar par jour. Cette somme assure à peine sa propre survie, et il n'a rien pu envoyer à Zeinabou ces deux derniers mois. Sans les revenus de Yanoussa, et avec les difficultés qu'elle rencontre pour vendre l'huile d'arachide sur les marchés locaux, Zeinabou a du mal à nourrir ses enfants. Yanoussa essaie maintenant d'économiser les 33 dollars de ticket de bus pour rentrer chez lui et acheter quelques petites choses à rapporter, mais c'est très difficile. En outre, le retour prématuré de certains migrants a accentué la pression sur les stocks de céréales destinés à la consommation des ménages.

Perturbations pour les banques céréalères. Les banques céréalères sont généralement gérées par des groupes de femmes qui achètent les céréales au moment des récoltes lorsque les prix sont bas. Les céréales sont stockées et revendues pendant la période de soudure à un prix plus faible que le prix du marché aux membres de la communauté dans le besoin et, le cas échéant, à des commerçants externes. En raison des restrictions de déplacement imposées à travers le pays du fait de la pandémie, les commerçants ont du mal à se rendre sur les marchés ruraux pour acheter des céréales. La population locale n'a pas toujours l'argent nécessaire pour acheter des céréales malgré ses besoins, ce qui empêche les banques céréalères de jouer leur rôle traditionnel.

Systèmes de warrantage défaillants. Des systèmes de warrantage sont souvent mis en place par des organisations de producteurs ou des organisations non gouvernementales (ONG). Bien que leurs opérations varient, ils permettent généralement aux agriculteurs d'entreposer une partie de leur production au moment de la récolte et de recevoir des prêts en espèces basés sur la valeur de ce « dépôt ». La pandémie a considérablement réduit le nombre de commerçants sur les marchés locaux, les producteurs ne peuvent donc pas vendre comme prévu et les prix d'achat sont en baisse. Cette situation menace le remboursement des prêts et pourrait se traduire par une perte potentielle de revenus pour les agriculteurs qui risquent de retomber dans la pauvreté.

Le bétail en danger. La crise a perturbé un autre mécanisme d'adaptation, à savoir le rôle important que joue le bétail à cette époque de l'année, en particulier pour les femmes. Avant la pandémie, certaines femmes vendaient du bétail pour acheter des céréales pour leur propre consommation et pour nourrir leur petit troupeau. Cependant, face aux restrictions de déplacement à l'intérieur du Niger et vers les pays voisins, il est difficile pour ces femmes de trouver des acheteurs sur les marchés locaux, et les quelques achats qui sont effectués le sont à des prix plus bas que d'habitude. Cela met les troupeaux en danger et les ménages n'auront pas d'argent pour acheter des céréales pour nourrir leur famille jusqu'à la prochaine récolte.

« La forte chute du prix du bétail en raison de la baisse de la demande sur les marchés ruraux affecte sérieusement les moyens de subsistance des femmes... Toutes les stratégies de résilience, toutes les bouffées d'oxygène sont anéanties », note Yacouba Reki Djermakoye, directrice générale de 2minvest, une entreprise sociale qui se consacre à la promotion de l'entrepreneuriat et de l'inclusion financière auprès des segments de population vulnérables au Niger.

Accès limité au crédit auprès des commerçants locaux. Pendant la période de soudure, il est courant pour les ménages ruraux d'emprunter de l'argent aux commerçants locaux jusqu'à ce que la récolte leur permette de rembourser en nature. Toutefois, ces commerçants sont eux aussi affectés par la pandémie, ce qui limite leur capacité à prêter de l'argent et aura des répercussions sur les ménages ruraux pauvres. Par le passé, Yanoussa empruntait environ 33 dollars auprès d'un commerçant local chaque année. Il remboursait ce dernier avec un sac de mil. Cette année, il craint que cela ne soit pas possible.

Vulnérabilité accrue des femmes. Les femmes au sein des ménages vulnérables sont touchées de manière disproportionnée par la pandémie (Koning, Anderson et Bin-Humam 2020). Zeinabou, comme les autres femmes issues de ménages vulnérables, est soumise à une tension supplémentaire en cette période de pandémie. Ces femmes se retrouvent seules et séparées de leurs institutions sociales habituelles comme l'école et les groupes d'épargne. Les enfants sont à la maison et ont besoin de soins et de nourriture, que les femmes doivent fournir seules. S'occuper des enfants et du foyer était déjà difficile avant la pandémie mais maintenant, sans l'aide des membres de la famille ou des voisins du village, c'est bien pire. L'accès aux aides sociales est très limité, voire impossible, car tout le monde est confronté aux mêmes restrictions. L'impact sur les familles pauvres est considérable.

Les ménages pauvres et vulnérables sont confrontés à des risques accrus en raison de la pandémie

Au Niger et au Sahel, les ménages vulnérables sont confrontés à une détérioration des conditions économiques et à un effondrement des mécanismes de résilience traditionnels sur lesquels ils comptaient autrefois. Ils disposent de peu de nouveaux mécanismes d'adaptation et ils devraient faire face à des risques accrus dans un avenir proche.

« L'impact sur la sécurité alimentaire pourrait conduire les ménages vulnérables à recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs, qui auront des effets durables sur leur vie et leurs moyens de subsistance, notamment la réduction du nombre de repas, l'augmentation du taux d'abandon scolaire, la réduction des moyens pour couvrir les dépenses de santé, la violence sexiste, [et] la vente d'actifs productifs », selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (2020).

Actifs à risque. Les ménages vulnérables pourraient se voir contraints de consommer leurs maigres actifs. Certains ont réduit leur consommation à un seul repas par jour et mangent les céréales qui servent normalement de semences pour la prochaine saison agricole. D'autres ménages doivent vendre tout leur bétail à bas prix, les privant ainsi de ressources essentielles dans leur stratégie de résilience à long terme. D'autres ont dû vendre des parcelles de terre contre de l'argent pour acheter de la nourriture ; s'ils ne font pas déjà partie des plus pauvres, la liquidation de leurs actifs pourrait les enfoncer encore plus dans la pauvreté.

Risque de dette insoutenable. Pour certains ménages vulnérables, la seule façon de survivre sera de s'endetter auprès d'une banque céréalière, d'un prêteur, ou des deux - en particulier pour répondre à des besoins urgents autres qu'alimentaires. Ces dettes pourraient être difficiles à rembourser après la prochaine récolte ou placeront les ménages fragiles dans une situation encore plus désespérée.

Risque pour la prochaine saison agricole. Les conditions d'une mauvaise récolte à la fin de 2020 sont déjà réunies. Certains des ménages les plus vulnérables n'auront pas de semences à planter lorsque les pluies arriveront en juin. Ils pourraient également manquer de main-d'œuvre pour les travaux agricoles si les frontières restent fermées ou si les hommes qui ont migré ne peuvent pas rentrer chez eux à temps. Il existe un risque d'insécurité alimentaire aiguë.

Les ménages ruraux pauvres et vulnérables ont besoin d'une aide immédiate et de résilience à long terme

IL EST URGENT D'AGIR

Une action immédiate est nécessaire pour limiter les risques, le nombre de ménages ruraux en difficulté et les moyens de subsistance menacés. Selon les conditions, une distribution alimentaire ciblée, des transferts monétaires et une aide pour la prochaine saison agricole - y compris la distribution de semences ou de fournitures vétérinaires - pourraient répondre aux besoins immédiats des ménages les plus vulnérables. Mais la pandémie de COVID-19 est différente des causes typiques de l'insécurité alimentaire.

La crise liée à la pandémie touche plus de ménages qu'un choc climatique. En cas de grave sécheresse, par exemple, les ménages ne perdent pas nécessairement leurs revenus provenant de sources non agricoles. Par conséquent, certains ménages qui n'ont pas encore été identifiés comme des bénéficiaires traditionnels de l'aide alimentaire ou des transferts monétaires pourraient avoir besoin d'aide. Il est nécessaire de mieux comprendre comment les ménages ruraux sont touchés par la pandémie de COVID-19 pour les identifier et les atteindre. Il est également essentiel de convaincre les parties prenantes concernées de servir de canaux de distribution pratiques et accessibles. En outre, lorsque des programmes de transfert « argent contre travail » sont déjà en place, compte tenu des mesures de distanciation physique requises à cause de la COVID-19, il pourrait être nécessaire de suspendre le lien entre le travail et l'aide accordée. Les interventions traditionnelles en cas de crise alimentaire n'atténueront pas ces chocs systémiques aussi efficacement.

Certains services financiers pourraient être moins pertinents dans le cadre de la réponse d'urgence à la crise. Ainsi, les services numériques sont limités dans les zones rurales du Sahel par le faible taux de possession de téléphones et une faible connectivité. Toutefois, les institutions financières ont un rôle important à jouer afin d'accélérer et d'étendre le versement des paiements de prestations sociales.

Les institutions de microfinance et les bureaux de poste jouent un rôle essentiel car ils disposent de vastes réseaux. Les institutions de microfinance, en particulier, bénéficient de la flexibilité nécessaire pour déployer une organisation ad hoc. Un moyen de faire parvenir rapidement les paiements de prestations sociales aux personnes qui en ont besoin consisterait à autoriser les institutions de microfinance à appliquer des obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle pour certains comptes, en particulier les comptes des bénéficiaires de subventions du gouvernement (G2P) (CGAP 2020).

Les bailleurs de fonds jouent un rôle important dans l'attribution d'un soutien supplémentaire aux ONG internationales et aux organisations des Nations unies travaillant au Sahel, en étroite collaboration avec le gouvernement. Parallèlement, les gouvernements de la région devraient envisager d'urgence l'adoption de mesures spéciales pour permettre aux migrants saisonniers de rentrer chez eux pour la saison des pluies, qui a déjà commencé.

RENFORCER LA RÉSILIENCE À LONG TERME

À moyen et long terme, il sera nécessaire que l'ensemble des parties prenantes adopte une approche holistique et coordonnée. Une diversité de parties prenantes impliquées dans les services financiers et non financiers ont un rôle important à jouer. Au Niger et dans l'ensemble des zones rurales du Sahel, cette équation complexe nécessite une approche holistique et une collaboration étroite entre les gouvernements, les bailleurs de fonds et les organisations de soutien, y compris les institutions financières. Une crise comme la pandémie de COVID-19 nécessite des interventions spécifiques en raison de son amplitude exceptionnelle, et il est probable qu'aucune mesure préventive ne permette d'y faire face pleinement.

Le principal défi consiste à trouver des solutions qui permettent aux ménages vulnérables d'échapper au cycle récurrent de l'aide alimentaire d'urgence et d'accroître leur résilience aux chocs futurs. Pour bâtir des systèmes alimentaires plus résilients et améliorer la sécurité alimentaire des ménages ruraux vulnérables, plusieurs questions se posent, dont les suivantes.

Comment les systèmes nationaux de protection sociale (transferts de prestations sociales du gouvernement aux particuliers – G2P) pourraient-ils être développés et institutionnalisés ?

Au lieu de créer des dispositifs ad hoc ou partiels qui dépendent des programmes de bailleurs de fonds, comment les gouvernements pourraient-ils mettre en place des systèmes et des infrastructures G2P permanents qui atteignent et soutiennent les ménages vulnérables, comme le demande le Partenariat mondial pour une protection sociale universelle (USP2030) (OIT 2019) ? Quels sont les compromis entre les systèmes de versement de prestations sociales en nature et en espèces, et ces deux systèmes peuvent-ils être combinés ? Les deux approches pourraient permettre aux familles de prévenir la survenue des crises et d'investir une partie de l'argent qu'elles reçoivent dans des activités génératrices de revenus, l'éducation, la nutrition des enfants et la santé. Le Programme alimentaire mondial précise : « Privées de filets de sécurité et de systèmes de protection sociale efficaces, les personnes pauvres et exposées à l'insécurité alimentaire ne peuvent ni investir dans des pratiques agricoles plus durables, ni protéger leurs modestes ressources. »⁷

Les systèmes nationaux de transferts sociaux G2P existants auront également besoin d'un registre social fréquemment mis à jour et contenant des données pertinentes pour l'évaluation de la vulnérabilité des ménages aux chocs (Bowen et al. 2020). Les canaux de distribution sont également importants, et il est essentiel de comprendre les infrastructures de paiement et de distribution des prestations :

- Quels marchés sont déjà en place ?
- Quels canaux sont pratiques et accessibles aux bénéficiaires ?
- Quels canaux sont rapides, opportuns, transparents, moins sujets à la fraude et aux erreurs, et font l'objet d'un rapprochement fiable ?

Les paiements de prestations sociales pourraient être le point d'entrée pour une offre de services financiers. Une récente étude du CGAP montrent que l'inclusion financière pourrait contribuer à combler le fossé entre les transferts monétaires et la résilience à long terme (Chehade, McConaghy, et Martin Meier 2020).

Comment les besoins des ménages vulnérables pourraient-ils être mieux compris, et comment la conception et la fourniture de services financiers pourraient-elles répondre à ces besoins ?

Quel ensemble de produits et services financiers pourrait s'appuyer sur les mécanismes traditionnels déjà en place et être adapté à leurs contraintes et besoins ? L'assurance récolte et l'assurance maladie pourraient faire partie de la solution et devraient être envisagées, tout comme l'accès à des prêts favorisant la diversification des activités et l'accès à des produits d'épargne pour faire face aux besoins urgents.

⁷ « Moyens d'existence et écosystèmes durables », Programme alimentaire mondial, <https://www.wfp.org/sustainable-livelihoods-and-ecosystems>.

Étant donné que les groupes d'épargne sont des mécanismes populaires au Niger et dans d'autres pays du Sahel, ils pourraient être utilisés pour soutenir et atteindre les ménages vulnérables. Au Niger par exemple, une collaboration entre le programme Food for Peace de l'USAID et Catholic Relief Services vise à améliorer la résilience des ménages ruraux aux chocs récurrents en développant l'épargne par le biais de groupes d'épargne et de crédit. Ils renforcent également le pouvoir d'achat des communautés pour acheter de la nourriture et préserver l'épargne en cas de crise (USAID 2019, 2020). Toutefois, il est important de renforcer les liens entre les groupes d'épargne et les institutions financières plus formelles pour aider à surmonter les difficultés des groupes d'épargne en temps de crise.

Quelle est l'infrastructure numérique nécessaire ? Dans les zones reculées à faible densité de population, l'utilisation de canaux numériques pour fournir des services financiers par le biais de réseaux d'agents permettrait-elle d'atteindre les ménages à moindre coût ? Une bonne connectivité est-elle le premier pas vers l'adoption de services financiers numériques ? Le concept des villages intelligents au Niger, développé par le gouvernement du Niger et soutenu par des bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale, pourrait être la clé pour l'élargissement de cet objectif.⁸ L'initiative vise à réduire les disparités entre les zones urbaines et rurales en ouvrant les zones isolées ou mal desservies au numérique grâce à une couverture accrue du réseau mobile haut débit. Une portée élargie permettrait le déploiement de services numériques tels que l'e-santé, l'e-éducation, l'e-agriculture et les services financiers numériques. Cet exemple illustre pourquoi les approches doivent être holistiques dans des environnements complexes mettant en jeu plusieurs contraintes qui limitent l'accès aux services financiers.

Quelles réglementations et politiques devraient être adaptées pour étendre les services financiers aux ménages vulnérables ? La mise en place de règles de vigilance à l'égard de la clientèle échelonnées et fondées sur le risque devrait-elle devenir une priorité pour faciliter l'ouverture de comptes lorsque peu de personnes, en particulier les femmes, disposent de documents d'identité officiels ? L'initiative ID4D de la Banque mondiale, qui constitue un pas important dans cette direction, vise à faire progresser l'identification numérique au Niger et dans d'autres pays du Sahel afin de faciliter l'accès à l'identification et aux services financiers.⁹ La mise en place d'une réglementation favorable permettant aux institutions financières traditionnelles d'utiliser des agents est également une priorité importante à envisager (Staschen et Meagher 2018). Étant donné le faible taux d'alphabétisation et le manque de familiarité avec les services financiers formels et les outils numériques dans le Sahel rural, les points de contact humains pourraient jouer un rôle clé lorsque la technologie est impliquée. En outre, les femmes jouent un rôle essentiel dans le maintien des moyens de subsistance de la famille, mais sont également confrontées à des normes sociales qui peuvent limiter leur mobilité et leurs interactions en dehors de leur famille. Dans ce contexte, les femmes peuvent jouer un rôle central dans les réseaux d'agents et servir une clientèle féminine qui, autrement, ne pourrait interagir avec des agents masculins.

8 « Stratégie Niger 2.0 », Villages Intelligents, <https://villagesintelligents.ne/strategie-niger-2-0/>.

9 ID4D et Banque mondiale, <https://id4d.worldbank.org/>.

Les approches développées pour aider les ménages pauvres et ruraux à survivre à cette pandémie pourraient également jeter les bases de moyens de subsistance plus résilients. Imaginez le scénario suivant :

Zeinabou reçoit un transfert monétaire mensuel du gouvernement sur une période de trois ans par le biais de son compte de mobile money. Elle utilise cet argent pour acheter du bétail et accumuler des actifs, qui l'aident à nourrir ses huit enfants pendant la saison sèche. Grâce à ce paiement mensuel, elle verse également des contributions régulières à un groupe d'épargne et accède à un prêt pour augmenter le chiffre d'affaires de son activité de production d'huile d'arachide.

Grâce au lien entre le compte de mobile money de son groupe d'épargne et le compte d'un prestataire de services financiers, ce dernier peut évaluer la capacité de Zeinabou à obtenir un prêt plus important. Grâce à ces mécanismes favorisant la résilience de la famille, Yanoussa ne subit plus la pression de devoir migrer à Niamey pour travailler et il peut utiliser une partie du transfert monétaire pour démarrer une activité génératrice de revenus au village en complément des activités agricoles.

Les ménages vulnérables du Sahel pourraient mieux faire face aux chocs inévitables si des mécanismes traditionnels et modernes plus solides étaient mis en place. Même en pleine pandémie de COVID-19, le renforcement de la résilience pour faire face à la prochaine crise commence maintenant.

Bibliographie

- Anderson, Jamie, Ramesh Karuppusamy, Paul Enrico Neumann, Howard Miller, and Ram Tamara. 2019. "Smallholder Households: Distinct Segments, Different Needs." Washington D.C.: CGAP. <https://www.cgap.org/research/publication/smallholder-households-distinct-segments-different-needs>
- Bowen, Thomas, Carlo del Ninno, Colin Andrews, Sarah Coll-Black, Ugo Gentilini, Kelly Johnson, Yasuhiro Kawasoe, Adea Kryeziu, Barry Maher, and Asha Williams. 2020. "Adaptive Social Protection: Building Resilience to Shocks. International Development in Focus." Washington D.C.: World Bank. doi:10.1596/978-1-4648-1575-1. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33785>
- CGAP. 2020. "Microfinance in the COVID-19 Crisis: A Framework for Regulatory Responses." COVID-19 Briefing. Washington D.C.: CGAP. <https://www.cgap.org/research/publication/microfinance-and-covid-19-framework-regulatory-response>
- Chauzal, Grégory. 2020. "From the Malian Crisis to the Sahel Breakdown: An Overview of SIPRI's Work in the G5 Sahel Region." WritePeace blog post, 7 April. <https://www.sipri.org/commentary/blog/2020/malian-crisis-sahel-breakdown-overview-sipri-work-g5-sahel-region>
- Chehade, Nadine, Peter McConaghy, and Chrissy Martin Meier. 2020. "Humanitarian Cash Transfers and Financial Inclusion: Lessons from Jordan and Lebanon." Working Paper. Washington D.C.: CGAP and World Bank Group. https://www.cgap.org/sites/default/files/publications/2020_03_Working_Paper_Cash_Transfers.pdf
- Coulibaly, Eric. 2019. "Niger : 2 Millions de Personnes Menacées Par L'insécurité Alimentaire." Blog post, 11 December. <https://www.7info.ci/niger-2-millions-de-personnes-menacees-par-linsecurite-alimentaire/>
- Demircuc-Kunt, Asli, Leora Klapper, Dorothe Singer, Saniya Ansar, and Jake Hess. 2018. Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution. Washington, D.C.: Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29510>
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). 2020. "Addressing the Impacts of COVID-19 in Food Crises April–December 2020: FAO's Component of the Global COVID-19 Humanitarian Response Plan." Rome : FAO. <https://doi.org/10.4060/ca8497en>
- Gash, Megan, and Bobbi Gray. 2016. "The Role of Financial Services in Building Household Resilience in Burkina Faso." Working Paper. Washington D.C.: CGAP. <https://www.cgap.org/research/publication/role-financial-services-building-household-resilience>
- Government of Niger. 2020. "Niger: Results of the Analysis of the Impacts of the COVID-19 Pandemic on Food and Nutrition Security." <http://www.food-security.net/en/document/niger-resultats-de-lanalyse-de-limpact-de-la-pandemie-covid-19-sur-la-san/>
- ILO (International Labour Organization). 2019. "Countries Urged to Act on Universal Social Protection." Press release, 7 February 2019. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_669390/lang-en/index.htm
- Koning, Antonique, Jamie Anderson, and Yasmin Bin-Humam. 2020. "Women in Rural and Agricultural Livelihoods Facing COVID-19." CGAP blog post, 27 July. <https://www.cgap.org/blog/women-rural-and-agricultural-livelihoods-facing-covid-19>
- Staschen, Stefan, and Patrick Meagher. 2018. "Basic Regulatory Enablers for Digital Financial Services." Focus Note 109. Washington D.C.: CGAP. <https://www.cgap.org/research/publication/basic-regulatory-enablers-digital-financial-services>
- USAID. 2019. "USAID Food Assistance." Washington D.C.: USAID. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/USAID_Food_Assistance_Overview_2019.09.13_508_compliant_v2.pdf
- . 2020. "Hunger Will Disappear: Building Resilience in Niger." Washington D.C.: USAID. <https://usaidpubs.exposure.co/hunger-will-disappear>

Les auteurs de cette note de synthèse sont Corinne Riquet et Jamie Anderson du CGAP. Les auteurs remercient Gerhard Coetzee du CGAP pour ses orientations générales, ainsi que Rachel Sberro du Groupe de la Banque mondiale et Emilio Hernandez du CGAP pour leurs commentaires éclairés.